



Montreuil, le 20/10/ 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfiip.finances.gouv.fr

• dgfiip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

MUTATIONS

Analyse du projet de mouvement complémentaire de catégorie C au 1/03/2015

Le projet de mouvement complémentaire de catégorie C des deux filières vient de paraître. Il fait ressortir un déficit de 1 212 agents.

Les chiffres parlent d'eux même :

- ▶ Dans la filière Gestion Publiques ce sont 415,7 emplois qui sont vacants : 395,8 en province et 19,9 en Ile de France.
- ▶ Dans la Filière Fiscale ce sont 801,5 emplois qui sont vacants : 617,3 en province et 184,2 en Ile de France.
- ▶ Dans la filière Gestion Publique seul 21 directions sur 124 font ressortir un solde des effectifs positif.
- ▶ Dans la filière fiscale seul 9 directions sur 135 font ressortir un solde des effectifs positif.

Certaines directions font apparaître des sous effectifs supérieurs à 10 voir plus.

- ▶ **Dans la filière gestion Publique 12 directions ont un solde d'agents négatif supérieur à 10 pour exemple :**

- Alpes Maritimes – 11,3 agents ;
- BDR-Marseille –15,4 agents ;
- Haute Garonne –10,1 agents ; -
- Hérault –11,1 agents ;
- Ile et Vilaine –15,1 agents ;
- Isère –11,6 agents ;
- Moselle –15,7 agents ;
- Nord-Lille –15,2 agents ;
- Seine Maritime –16,4 agents ;
- Seine St Denis –14,7 agents.

- ▶ **Dans la filière fiscale 32 directions ont un solde d'agents négatif supérieur à 10 pour exemple :**

- l'Isère – 16 agents ;
- Loire Atlantique –21,2 agents ;
- Rhône –27,5 agents ;
- Haute Savoie – 13,7 agents ;
- Paris Nord –16,4 agents ;
- Hauts de Seine –31 agents ;
- Seine St Denis –15 agents ;
- Bas Rhin –18,4 agents ;
- Haut-Rhin –13,7 agents.

Pour autant, ce n'est pas parce que la quasi totalité des directions sont en sous effectif qu'elles sont ouvertes à mutation loin s'en faut :

- ▶ Dans la filière Gestion Publique, 19 départements présentant un sous effectif sont fermés à toute mutation.
- ▶ Dans la filière fiscale, ce sont 25 départements présentant un sous effectif sont fermés à toute mutation.

Filière Gestion Publique

- ▶ 103 directions déficitaires sur 124,
- ▶ 31 directions fermées à toute mutation,
- ▶ 37 départs d'Ile de France vers la province,
- ▶ 70 mutations de province à province,
- ▶ 21 mutations internes en Ile de France,
- ▶ 24 rapprochements externes en attente,
- ▶ la Réunion et la Martinique restent fermées à toutes mutations.

Filière Fiscale

- ▶ 126 directions déficitaires sur 135,
- ▶ 33 directions fermées à toutes mutations,
- ▶ 65 départs d'Ile de France vers la province,
- ▶ 112 mutations de province à province,
- ▶ 41 mutations internes en Ile de France,
- ▶ 55 rapprochements externes en attente,
- ▶ Tous les départements d'Outre-Mer restent fermés à mutations.

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions : sous effectifs supérieurs à 1212 agents C, suppressions d'emplois de plus de 30 000 agents depuis 2002... ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés : fusions des SIP et des SIE, régionalisation du contrôle fiscal, fermetures de services au public une journée par semaine, fermetures des trésoreries au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants et ce n'est qu'un début.

Et le Directeur Général à pour seule réponse les mesures de simplifications qu'il s'attache à nous publier chaque mois. De qui se moque t'on ?

Des agents envers qui l'administration prouve une fois de plus son mépris. Ce sont eux qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

La situation de l'emploi est catastrophique, la situation de nombreux collègues en attente de mutation reste très difficile et l'administration se montre cette année encore incapable de calibrer le volume des recrutements à hauteur des besoins des services.

En 2014, le volume de recrutement en catégorie C plus important que les années passées, est à mettre au crédit

des actions menées par les représentants des personnels en lien avec les agents.

L'administration a recruté 821 agents en liste principale au 1^{er} juin 2014 et 836 lauréats de la liste complémentaire au 1^{er} octobre 2014.

Pour autant, ce recrutement est largement insuffisant car il reste encore 1212 emplois de catégorie C qui sont vacants et le projet de loi de Finances 2015 est des plus alarmiste!

En effet, la DGFIP se verrait encore amputée de plus de 2000 postes dont un bon millier pour la catégorie C.

Encore une fois, l'administration fait le choix d'anticiper année après année les suppressions d'emplois et ne prend pas en considération le vécu de plus en plus difficile des collègues dans les services.

Pour sa part, la CGT Finances Publiques réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins, pourvoir les postes vacants pour le fonctionnement des services et pour que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

Si l'administration recrutait à hauteur des besoins des services, de nombreux agents, dont certains se trouvent en grande difficulté ne seraient pas « bloqués » sur leur résidence actuelle et auraient obtenu leur mutation.

La CGT Finances Publiques insiste sur l'urgence de la situation et exige l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services.